



**PREMIÈRE  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

*Service Communication*

Hôtel de Matignon, le 23 janvier 2023

**Discours de Mme Élisabeth BORNE, Première ministre**

**Ses vœux à la presse**

**Hôtel de Matignon**

**Lundi 23 janvier 2023**

*Seul le prononcé fait foi*

Madame la Présidente, chère Nathalie SEGAUNES,  
Mesdames et Messieurs,

Merci d'être venus si nombreux, je vois que cette tradition vous manquait !

Avant toute chose, permettez-moi de vous souhaiter le meilleur, à vous-mêmes et à vos proches, pour cette nouvelle année.

2022 a été une année particulièrement remplie. Riche en événements à la fois sur le plan national et international.

2022, a bien sûr été une année électorale, avec la réélection du Président Emmanuel MACRON et des élections législatives, où j'ai moi-même été candidate. Je peux le dire : cette période de campagne n'a pas été la plus facile, que j'ai connue.

Mais 2022, c'est aussi une année dramatique avec la guerre en Ukraine. En février, l'agression de la Russie a mis fin à l'espoir d'une paix durable en Europe, provoqué une crise énergétique inédite et accentué l'inflation.

2022 a été une année intense, parfois éprouvante pour le journalisme. Certains de vos confrères ont perdu la vie en accomplissant leur travail de journaliste, notamment en Ukraine. Je pense particulièrement à eux, à leurs proches et à leurs collègues.

Je pense évidemment aussi au procès des attentats de Charlie Hebdo. Et je n'oublie pas que derrière l'horreur des attentats islamistes, se cache la volonté de vous faire taire. Et dans certaines régions du monde, les journalistes sont menacés, muselés, emprisonnés.

A l'heure où la liberté d'expression est attaquée,  
A l'heure où les manipulations de l'information sont nombreuses,  
A l'heure où la défiance envers les faits se répand,  
Votre mission est plus cruciale que jamais.

J'ai pu constater dans nos échanges et lors de mes déplacements, votre mobilisation et notamment celle de la Presse quotidienne régionale, pour sensibiliser le public aux *fake news*.

C'est une mission dans laquelle nous devons nous engager collectivement. C'est le sens des Etats généraux du droit à l'information, voulus par le Président de la République. L'équipe qui les pilotera est en train d'être mise en place et ils seront lancés dans les prochaines semaines.

Le droit à l'information, des médias libres et indépendants, ce sont les fondements d'une démocratie saine. Alors, vous pouvez compter sur moi et sur mon Gouvernement pour défendre votre liberté de dire, d'écrire, de publier.

\*

Mesdames et Messieurs,

2023 commence. Et en juin dernier, au sortir des élections législatives, peu auraient parié sur l'adoption définitive de 10 textes au Parlement : du pouvoir d'achat aux moyens du ministère de l'Intérieur, en passant par la hausse du budget de notre santé.

Chacun des ministres de mon Gouvernement a été mobilisé pour répondre aux préoccupations des Français. Car c'est bien ça, notre objectif. Le pouvoir d'achat est et reste au cœur de notre action.

Nous avons voté des mesures pour continuer à protéger les Français face à l'inflation, prolongé les boucliers tarifaires, accompagné les entreprises de toutes tailles et les collectivités face à la hausse des prix de l'énergie.

Bien sûr, tout n'est pas parfait.

Bien sûr, des difficultés persistent et nous continuerons à adapter les dispositifs autant que nécessaire, pour apporter des réponses concrètes.

Je pense à nos artisans, les boulangers, par exemple. Nous avons agi et pris des mesures supplémentaires en ce début d'année.

Mais il y a des résultats, que personne ne peut nier, et nous sommes l'un des pays d'Europe qui a l'inflation est la plus basse.

Mais l'urgence ne doit jamais nous faire oublier le long-terme.

Notre responsabilité, c'est de préparer l'avenir de notre pays, et en particulier de répondre aux attentes de notre jeunesse, qui se demande dans quel monde elle vivra.

En tant qu'ancienne ministre de la Transition écologique, ancienne ministre du Travail et Première ministre, je ne peux pas me résoudre à ce que des jeunes vivent dans l'angoisse du dérèglement climatique et perdent foi dans notre modèle social et dans nos Institutions.

Nous devons leur redonner des raisons d'avoir confiance en l'avenir.

Nous devons relever trois défis pour eux : le premier, c'est la transition écologique.

Avec France Nation Verte, nous avons lancé un plan complet pour atteindre la neutralité carbone, atténuer les effets du dérèglement climatique et restaurer la biodiversité.

Je sais que certains trouvent la planification écologique un peu austère. Qu'il manque « la » mesure symbolique, « baguette magique », qui résoudrait d'un seul coup tous les problèmes.

La réalité, c'est que nous avons besoin d'une action globale, de repenser nos manières de vivre, de produire, de consommer.

Et certainement pas de déclarations fracassantes, sans résultats tangibles. Le sujet est trop grave pour sacrifier le fond au sensationnel, au risque de cliver et de bloquer. En tous cas, ce n'est pas ma vision des choses.

Des actions concrètes et importantes ont été lancées avec les ministres. Je pense à la décarbonation massive de notre industrie, à la réussite collective du « plan de sobriété », au plan eau, au lancement de « Mon Accompagnateur Renov' », au soutien à l'achat de véhicules électriques ou encore au développement du covoiturage et des mobilités douces.

Sur ce sujet des mobilités qui me tient à cœur, nous présenterons prochainement nos choix pour les infrastructures.

Le deuxième défi, c'est celui du plein-emploi.

C'est le chemin de l'émancipation et la garantie de l'avenir de notre modèle social.

Grâce aux actions du précédent quinquennat, le chômage est au plus bas depuis 15 ans et nous avons créé 1,7 million d'emplois.

Nous sommes en train de mettre fin à la fatalité du chômage de masse. Cela donne du pouvoir de négociation aux salariés et va permettre d'améliorer les conditions de travail et les salaires. C'est donc aussi le chemin vers le « bon emploi ».

Et nous continuons.

C'est le sens de la baisse de la fiscalité sur les entreprises et de la réforme de l'assurance-chômage.

C'est le sens de notre soutien massif à l'apprentissage, que nous allons poursuivre sur le quinquennat.

C'est enfin le sens de la réforme des retraites – j'y reviendrai.

Le 3<sup>ème</sup> défi qui me tient personnellement à cœur, c'est celui de l'égalité des chances. C'est aussi un des combats clé du Président de la République.

Le combat pour l'égalité des chances,

c'est briser les inégalités de destin,

c'est la lutte contre les violences sexuelles et sexistes que nous menons depuis plus de 5 ans,

c'est aussi la lutte contre les discriminations.

Je pense que nous avons tous en tête le drame de ce jeune de 13 ans, qui a mis fin à ses jours, parce qu'il était harcelé du fait de son orientation sexuelle. C'est intolérable. Et je présenterai la semaine prochaine, un plan de lutte contre les discriminations. Il prolongera et enrichira celui présenté par Edouard PHILIPPE en 2018.

Je suis et je reste convaincue que la France doit être la patrie de l'émancipation. C'est ce que je porte et c'est ce que je souhaite que mon Gouvernement incarne. Je crois à la force de l'exemple et du mentorat. J'ai personnellement décidé de m'y investir. C'est pourquoi j'ai accepté de devenir la marraine de l'association Rêv'elles, qui accompagne des jeunes filles des quartiers populaires.

J'ai pris mes fonctions en invitant les jeunes filles à aller au bout de leurs rêves. Je suis décidée à m'engager pour que cela devienne possible.

Mesdames et Messieurs,

Au-delà de notre action, ces quelques mois ont été l'occasion d'évoluer avec une configuration parlementaire nouvelle.

Et je veux saluer ici, le travail remarquable des élus de la majorité, qui n'ont pas compté leurs heures pour porter le projet du Président de la République et du Gouvernement au Parlement.

Certains, amateurs de caricatures, résumant 8 mois de travail à deux chiffres : 49-3.

La réalité, c'est que pour 2 textes, 2 textes seulement, j'ai eu recours au 49-3. Les oppositions ayant annoncé avant même la présentation des textes qu'elles les rejetteraient, c'était inévitable.

Je regrette aussi que le dépôt systématique, et souvent solitaire de motions de censure, ait empêché les débats sur le fond des textes.

Cela aura au moins eu le mérite de souligner l'absence de majorité alternative au Parlement, même de circonstance.

Mais la réelle innovation de ce début de quinquennat, c'est le compromis. Les projets de loi que nous avons présentés ont été votés, en trouvant des points d'accords avec les oppositions.

Avec les Républicains, nous nous sommes retrouvés sur les textes pour le pouvoir d'achat cet été.

Avec les socialistes et le groupe LIOT, nous avons trouvé, à l'Assemblée en première lecture, un accord sur le texte pour accélérer le développement des énergies renouvelables.

Avec tous, nous avons trouvé des consensus comme sur la déconjugalisation de l'AAH ou encore, la semaine dernière, sur l'aide universelle d'urgence pour les victimes de violences conjugales.

Le compromis, ça n'est pas l'immobilisme, c'est la seule voie possible pour avancer sans fracturer le pays.

La concertation, le dialogue, la recherche de points d'accords : c'est une méthode que je revendique. C'est celle que j'ai appliquée tout au long de mon parcours.

Et nous en aurons besoin en 2023.

Nous avons présenté le 10 janvier et ce matin en Conseil des ministres, notre projet pour l'avenir des retraites.

Je mesure pleinement ce que devoir travailler plus longtemps signifie pour beaucoup de Français. Mais il est important de souligner que ce sera progressif : c'est en 2026, qu'on partira à 63 ans, et en 2030 à 64 ans.

Bien sûr, je n'ignore pas le mouvement social de la semaine dernière. Ma responsabilité, avec le Président, avec le Gouvernement, c'est de trouver un chemin, d'entendre les Français, d'expliquer et de convaincre.

C'est sans relâche, qu'avec Olivier DUSSOPT, nous avons travaillé ce texte sur les retraites dans le cadre des concertations.

Sans relâche pour qu'il se traduise par de meilleures pensions pour les futurs retraités et un renforcement du pouvoir d'achat des retraités actuels.

Sans relâche pour qu'il soit juste, en identifiant celles et ceux qui ne doivent pas être soumis à la règle générale de décalage de l'âge de départ.

Je peux vous assurer que nous avons traqué les injustices jusque dans les moindres détails et construit des mesures de progrès.

Avec mon Gouvernement, nous continuerons à échanger, à aller au contact des Français.

Après les concertations avec les organisations syndicales, patronales et les groupes parlementaires, c'est dans l'hémicycle que le débat se poursuivra dans deux semaines.

Je suis convaincue que le travail parlementaire permettra d'enrichir ce projet.

J'ajoute que la question des retraites met en lumière des débats plus profonds, et interroge notre rapport au travail.

Quand l'Europe travaille jusqu'à 65, 66 voire 67 ans, l'idée de travailler plus longtemps est, de tout temps, en France, un sujet d'inquiétudes et de crispations.

Une des raisons me semble évidente : du fait du chômage de masse, le sujet de la qualité de vie au travail a trop longtemps été mis de côté.

Alors, au-delà de notre projet pour les retraites, c'est donc toute la question du « bon emploi », qu'il faut prendre à bras le corps.

En amont, c'est repenser l'école, l'orientation, la formation.

En cours de carrière, c'est questionner les méthodes de management, les usages, les inégalités face au télétravail. C'est repenser la formation tout au long de la vie, les parcours professionnels et les reconversions.

Et en fin de carrière, c'est aménager les transitions entre l'emploi et la retraite, et changer le regard et les pratiques des employeurs à l'égard des seniors.

Nous avons avancé lors du précédent quinquennat, notamment sur la santé au travail, l'apprentissage, la formation tout au long de la vie et celle des demandeurs d'emploi.

D'autres sujets doivent progresser et progresser rapidement dans les prochains mois, notamment grâce aux Assises du Travail et au projet de loi « plein-emploi » qui sera présenté au Parlement au printemps. Mais aussi grâce aux transformations que nous voulons engager dans l'Éducation nationale, pour le lycée professionnel ou dans l'enseignement supérieur.

Mesdames et Messieurs,

Si 2023 commence par les retraites, ni l'année ni notre ambition ne peuvent se résumer à ce projet de loi.

Nous resterons aux côtés de chacun pour répondre au défi du pouvoir d'achat. C'est la première source de préoccupation des Français. C'est donc notre priorité.

Ensuite, nous continuerons notre action pour accélérer notre sortie des énergies fossiles et bâtir notre souveraineté énergétique avec le vote du texte sur les énergies renouvelables et l'examen du projet de loi pour accélérer le nucléaire.

L'année sera également l'occasion de déployer la planification écologique. Dès ce jeudi, nous serons autour du Président de la République, pour un conseil de planification écologique.

En 2023, nous débattons d'un texte sur l'immigration. Nous porterons une approche équilibrée entre respect ferme du droit et intégration réelle de ceux que nous accueillons.

Au-delà de cette activité législative, je souhaite avec le Président de la République, que 2023 soit une année d'avancées pour la santé et l'Éducation, en nous appuyant sur les travaux du Conseil national de la refondation, le CNR.

Sur la santé, le Président de la République a déjà donné ses orientations. Nous devons les mettre en œuvre, donner plus d'autonomie et de marges de manœuvre aux territoires. Nous devons améliorer l'accès aux soins, les conditions de travail de nos soignants et l'accueil des patients.

En matière d'éducation et de formation, nous devons mener à bien les grands chantiers évoqués lors de la campagne présidentielle. Je pense à la latitude à donner aux équipes pédagogiques ou encore à la réforme du lycée professionnel ou au défi de l'orientation des élèves. Je les évoquais il y a quelques instants.

Enfin, je veux placer cette année sous le signe de la jeunesse.

J'ai déjà dit combien cela me tenait à cœur.

Et je réunis, d'ailleurs, juste après nos échanges, des jeunes pour la première édition des « *Rencontres jeunesse de Matignon* » où nous débattons d'écologie. Il y aura cinq rencontres dans les mois qui viennent, avec comme objectif de bâtir et de présenter une feuille de route pour la jeunesse au printemps.

\*

Mesdames et Messieurs,

Alors que cette nouvelle année commence, je veux conclure en vous disant mon espoir et ma détermination.

Mon espoir, car les Françaises et les Français l'ont montré pendant la crise : nous avons tout pour réussir. Notre créativité, notre esprit d'innovation, notre solidarité sont des atouts pour surmonter les défis à venir.



Ma détermination. Mon équipe est mobilisée. Notre majorité est unie. Nous avons des convictions à défendre. Des compromis à trouver. Et tout cela dans l'intérêt des Français.

Alors, je remercie particulièrement l'association de la presse ministérielle d'avoir organisé cet événement.

Et je vous souhaite à nouveau à toutes et à tous une excellente année. Et je me tiens à votre disposition pour répondre à vos questions !